

DISCOURS DE FRANÇOIS HOLLANDE À PARIS-BERCY

Mes chers amis, vous êtes là ? Ca tombe bien, je vous attendais. Je vous attendais depuis si longtemps, des années, des années que l'on voulait le changement, des années qu'on luttait, qu'on combattait, qu'on espérait ! Et voilà : le changement, il est là, il arrive ! Vous êtes là nombreux, très nombreux. Vous êtes là et au-delà de vous, les Français sont déjà rassemblés pour ce grand moment, qui sera celui où ils choisiront leur destin. Dans une semaine, jour pour jour, heure pour heure, nos concitoyens seront en train de décider, de voter, de savoir s'ils veulent continuer – je ne le crois pas – ou s'ils veulent changer.

Dimanche dernier, ils nous ont déjà adressé un premier message, celui de leur encouragement, de leur confiance. Ils m'ont placé en tête du scrutin au premier tour. Placé en tête avec un résultat qu'aucun candidat socialiste n'avait jusqu'à présent obtenu ! Je me méfie des comparaisons et j'ai le sens aussi des références, mais en 2012, nous avons fait mieux que François Mitterrand en 1981 au premier tour. Mais lui, François Mitterrand, il a été capable de gagner l'élection présidentielle. Voilà ce que nous avons à faire ensemble !

Nous avons aussi, ou plus exactement les Français en ont décidé ainsi, mis le candidat sortant derrière nous. Là aussi, c'est la première fois, sous la Ve République, qu'un président sortant – si je puis dire – ne sort pas en tête au premier tour et va sans doute sortir au second tour. Oui, un mouvement s'est levé, il est serein comme vous l'êtes aujourd'hui, il est puissant, il est large, il est déterminé, il est confiant, il sait que ce mouvement-là peut être victorieux. Et en même temps, rien n'est gagné, rien n'est conquis, rien n'est acquis. Et je veux ici, au-delà de la clameur, de l'enthousiasme, des encouragements, vous appeler une fois encore à la responsabilité. Ne cédon pas à la facilité des pronostics, à la douceur suave des sondages. Mais en même temps, nous les lisons comme les autres les lisent. Et s'ils ne sont pas accablés, nous, nous ne devons pas être réjouis. Parce que rien n'est sûr. Nous ne devons pas non plus céder à l'euphorie des ambiances, non ! Nous devons aller chercher la victoire, la mériter, en être dignes, en être fiers ! Nous avons encore tant et tant à faire durant cette semaine qui nous sépare du 6 mai.

Le scrutin de dimanche dernier révèle aussi de multiples colères, des frustrations profondes, des exigences contradictoires et tant de défiances à l'égard de la politique. J'en suis le premier conscient ! Et c'est la raison pour laquelle, aujourd'hui encore, je veux lever les doutes, mobiliser les énergies, donner du sens à ce que nous faisons ensemble ! Je ne suis pas simplement le candidat d'un rejet – il est là – mais je veux aussi être l'affirmation d'un espoir, d'un projet, d'une volonté ! Nous avons ensemble à tourner une page, celle déjà trop longue d'un quinquennat d'échecs ! Mais nous avons surtout à écrire ensemble une nouvelle page, à continuer la grande, la belle histoire de France dont nous sommes ici, pas simplement ici, les porteurs, les messagers.

Nous avons aussi à gagner la confiance. C'est le mot le plus beau dans la République, cette relation qui s'établit entre un peuple qui choisit et celui ou celle qui en est le

dépositaire. Oui, avoir cette confiance qui permet d'agir, cette confiance qui ne coûte rien, mais qui peut tellement donner au pays qui en a livré la puissance.

Oui, nous avons aussi à construire une espérance, le redressement, la justice, l'espérance de la jeunesse pour laquelle je me bats dans cette campagne. Oui, je veux renouer avec le rêve français, la belle promesse républicaine, l'esprit de conquête. N'allons pas chercher ailleurs notre identité nationale ! La France ne s'est pas formée, construite, bâtie, accomplie sur la peur de l'autre, sur le repli, sur la frilosité, sur la nostalgie. La France, elle est grande dès lors qu'elle porte un message de conquête, un message universel, un message de dépassement, un message d'élévation. Et c'est ça aussi qui va être décidé le 6 mai par les Français.

Le rêve français, ce n'est pas une chimère, une illusion, une perspective sans lendemain. Non ! Le rêve français, c'est la promesse républicaine, c'est notre récit, c'est ce que les générations entières avant nous ont été capables de construire, de proposer : l'aspiration à la promotion, à l'épanouissement, à l'accomplissement personnel dans la réussite nationale, que rien ne soit fait pour les uns sans que cela bénéficie aux autres, d'avoir de la solidarité entre nous et en même temps une capacité à donner à notre pays ce qu'il a de meilleur en lui-même, ses richesses, sa croissance, ses entreprises, son travail.

C'est le patriotisme, que j'oppose au nationalisme, au souverainisme. Le patriotisme, c'est servir une cause qui est plus grande que nous. Le patriotisme, c'est ce qui nous permet de nous dépasser nous-mêmes, de dépasser nos frontières ! Le patriotisme, c'est ce qui a vocation à aller vers l'essentiel, c'est porter les références qui valent pour nous-mêmes et pour les autres. Le patriotisme, c'est d'abord s'aimer soi-même pour aimer les autres, et n'avoir peur de rien et ne rien craindre dans la compétition mondiale, dans l'Europe qui se construit.

L'élection présidentielle, c'est un choix, un choix de caractère, de personnalité. Chacun fera de ce point de vue, le jugement qui convient – et je n'ai peur de rien. Mais l'élection présidentielle, c'est aussi un choix de projet, de politique, de conception de la République. Et aussi, ce que vont décider les Français va avoir une conséquence sur l'Europe elle-même. Jamais un scrutin n'aura décidé à la fois de la France et de notre Union européenne. Partout on nous espère, on nous attend ! Vous, Français, citoyens de France, vous allez à la fois porter un message pour vous-même de confiance, de redressement, de justice, et en même temps dire à l'Europe qu'elle doit être de nouveau orientée vers la croissance, le progrès, l'avenir. Depuis des mois, les peuples européens regardent vers la France et à mesure que le scrutin donne une certaine direction, je sens les positions, y compris des chefs de gouvernement conservateurs, évoluer en fonction des pronostics. Tant mieux ! Très bien. Qu'ils nous attendent, nous arrivons, nous venons, nous serons là, au rendez-vous !

Mais je ne pense pas simplement à l'Europe, je veux aussi que le scrutin du 6 mai soit pour l'Afrique, l'Amérique latine, les continents qui regardent la France toujours avec espérance, admiration, même si parfois l'histoire nous a mis les uns en face des autres. Nous sommes la France, pas n'importe quel pays du monde, la France, celle des libertés, des conquêtes, des valeurs, des principes, de l'humanisme ! Et c'est cette France-là qui

est attendue partout dans le monde ! Je veux que le 6 mai soit une bonne nouvelle pour les démocrates et une terrible nouvelle pour les dictateurs. Voilà ce que nous avons à porter, y compris dans cette élection présidentielle !

Dans cette campagne, j'ai voulu m'adresser à ce qu'il y avait de meilleur en chacun de nous. Je n'ai pas misé sur je ne sais quel ressentiment, rancune, je ne sais quelle obsession. J'ai refusé de flatter les sentiments médiocres, de pratiquer les surenchères sur chaque thème, d'aller voir chaque catégorie pour lui parler le langage qu'elle est supposée attendre. Non, j'ai voulu que nous nous concentrons sur les seuls défis qui vaillent, qui unissent la nation.

D'abord le redressement productif, parce que nous avons besoin, pour lutter contre le chômage, d'entreprises qui aillent mieux, d'industries qui soient plus fortes et également de recherche, d'innovation, de ce qui crée la croissance de demain. Tel est le premier défi !

Le second c'est d'engager un effort, et il est nécessaire si nous voulons rétablir nos comptes publics, maîtriser notre dette, mais dans la justice, dans la justice fiscale, dans la justice sociale, dans la justice territoriale ! Parce que je suis l'héritier, vous l'êtes aussi, d'un modèle social qui a été érigé au lendemain de la guerre, dans la guerre même par les résistants français au travers du programme du Conseil national de la résistance ! Oui, le défi aussi de la préparation de l'avenir, de l'éducation qui sera la grande priorité, de la recherche, indispensable, de la culture qui est notre bien commun, notre patrimoine, mais aussi notre langue et notre identité partout dans le monde.

Et l'écologie, parce que nous devons réussir la transition énergétique, celle qui nous permettra de passer d'une économie à une autre, d'un modèle à un autre ! Et le dernier défi qui nous attend, c'est la réorientation de l'Europe sur le chemin de la solidarité, de la croissance, du refus de l'austérité, parce que cela ne peut pas être l'horizon indépassable des peuples !

Tel a été le sens de mes 60 engagements. Autant de propositions ambitieuses, volontaires, autant de grandes réformes qui nous attendent : réforme de la finance, réforme de la banque, réforme de la fiscalité, réforme de l'éducation, réforme du logement, réforme de la santé – oui, tout ce que nous avons à faire et qui suppose de la volonté et aussi du courage. Mais aussi 60 propositions crédibles, car il ne servirait à rien de promettre si c'était pour se renier ensuite ! Et le message que j'ai reçu tout au long de ces derniers mois de celles et ceux qui m'encourageaient comme vous aujourd'hui était : surtout, surtout ne nous décevez pas, faites ce que vous avez promis et tenez bon ! Ne répétez pas les erreurs du quinquennat qui s'achève, les fautes morales, les impasses ! Donnez fierté et honneur à la politique ! C'est notre devoir.

J'ai voulu m'adresser aussi à ce qui nous rassemble et non à ce qui nous divise. Rassembler les socialistes, ce fut le plus simple à travers les primaires citoyennes, merci à tous et à toutes qui l'ont compris et qui l'ont voulu. Rassembler la Gauche et les écologistes, voilà c'est fait au lendemain de ce premier tour. Merci à Jean-Luc Mélenchon de l'avoir compris, à Eva Joly qui est là. Merci à la Gauche d'être au rendez-vous, une nouvelle fois, de l'alternance, de la victoire !

Et je veux rassembler aussi plus large, rassembler autour des valeurs de la République, rassembler autour de la belle idée du changement, rassembler au-delà de nous-mêmes, m'adresser à ceux qui sont attachés à une certaine idée de la France, à l'indépendance nationale, au refus de l'alignement, ceux qui depuis longtemps sont soucieux de l'exemplarité de l'Etat et qui ne mettent pas l'argent au cœur de tout et qui savent en fixer les limites !

Je veux rassembler ceux qui sont exigeants – et ils ont raison de l'être – par rapport à la moralisation de la vie politique, ceux qui ne veulent plus d'un chef d'Etat qui soit dans l'impunité, ceux qui veulent aussi que la démocratie soit exemplaire, qu'il en soit terminé avec le cumul des mandats, ceux qui veulent qu'il y ait la parité, la représentation proportionnelle dans un certain nombre d'assemblées et notamment l'assemblée nationale.

Je veux m'adresser à ceux qui, au-delà des sensibilités politiques, sont des hommes et des femmes soucieux de la cohésion sociale, qui refusent les discours d'exclusion, qui se méfient des coupures, des brisures, des fractures, des ruptures, parce qu'ils en savent les dangers et les menaces, et qui regardent avec méfiance et suspicion – et ils ont raison – ceux qui craquent des allumettes, ceux qui allument des mèches, ceux qui jouent avec le feu, ceux qui mettent l'étranger au cœur de cette campagne et qui ne seront pas entendus ! Ceux qui opposent les Français entre eux, ceux qui mettent en cause les pauvres parce qu'ils seraient des assistés, ceux qui font peur avec une religion qu'ils regardent avec méfiance. Oui, ceux qui veulent se rassembler parce qu'ils croient en la République !

Je parle à tous les électeurs – oui à tous les électeurs ! Je comprends la souffrance de beaucoup et je peux répondre à leurs cris d'alerte. Oui, je veux reconquérir les hommes et les femmes en colère, et qui parfois s'abandonnent. Oui, cent fois oui ! Mais promettre pour se compromettre, mille fois non !

Ne comptez pas sur moi pour dévier de ma route, pour succomber à la complaisance – je laisse ça au candidat sortant qui s'est lancé dans une fuite en avant, une course folle – je ne sais où elle le conduira. Si, j'ai une vague idée de l'endroit où ça va le mener, et de l'endroit qu'il va être amené à quitter ! Oui, je laisse ça au candidat sortant, car je ne veux pas pratiquer la surenchère. D'ailleurs, ce qu'il fait dans son camp interroge. Il y en a qui parlent – ils ont du courage. Il y en a qui ne disent rien mais n'en pensent pas moins – et je les salue ! Et puis il y en a encore de plus nombreux qui attendent que ça passe mais qui au fond d'eux-mêmes sont conscients qu'il y a des dérives qui sont allées trop loin.

Le premier devoir d'un président de la République, c'est de régler les problèmes, ce n'est pas d'en créer d'autres. Le premier devoir d'un chef de l'Etat, c'est de réconcilier, de rassembler, de réunir, ce n'est pas de diviser !

Mes chers amis, la victoire je la veux. Je la veux comme vous-mêmes, mais je ne la veux pas à n'importe quel prix, pas celui de la caricature, du reniement, du mensonge ! Je veux une belle victoire, une grande victoire, une victoire qui hausse notre pays, qui nous

rende fiers, qui nous élève, qui nous permette d'avancer, de réussir ensemble, une victoire pour la République, une victoire pour la France !

Je suis aussi conscient de ce qui nous attend ou nous attendra après le 6 mai. Les problèmes de notre pays ne vont pas disparaître avec le candidat sortant, ce serait trop simple ! Ce sera dur, après. La dette sera là, toujours là, 600 milliards de plus sur le seul quinquennat qui s'achève. La croissance ne repartira pas d'un bond dès lors que les Français auront voté, je préfère les en prévenir. Et même les plans sociaux qui ont été reportés, nous serons obligés là encore d'y mettre bon ordre et d'en fixer les limites, mais ils seront là. Je ne veux rien dissimuler, rien cacher sur les difficultés qui nous attendent. Mais en même temps, je veux aussi que les Français retrouvent le goût de l'espérance, de la confiance, de la cohérence, de la constance. Une belle victoire, c'est celle qui dit la vérité et qui prépare l'action. Une belle victoire, c'est celle qui entraîne, bien sûr, ceux qui ont voté pour ma candidature, mais qui entraînerait aussi celles et eux qui ne l'auraient pas fait et qui comprendraient que l'élan doit être désormais collectif et partagé.

Je sais que notre pays a été abîmé, économiquement, socialement, moralement. Je vois bien ce que fait le candidat sortant avec l'usage des peurs. Notre victoire serait, finalement, l'abandon de tout... L'immigration viendrait en masse — alors même que nous avons fixé les principes, les limites sans rien renier de nos valeurs. La spéculation s'abattrait sur notre pays — comme si depuis trois ans la zone euro n'avait pas été frappée, et comme si les dirigeants de l'Europe, et notamment deux d'entre eux, n'avaient pas été à ce point impuissants trop longtemps pour la dominer ! Voilà qu'on nous dit que notre victoire, si elle vient, serait en définitive une nouvelle Espagne, qui maintenant serait le modèle de la France. Le candidat sortant n'avait pas de mots assez louangeurs à l'égard du président du gouvernement espagnol Zapatero quand ils étaient ensemble au pouvoir. Il nous disait d'ailleurs, aux Socialistes : « Regardez ce que fait Zapatero, c'est le modèle ». Il était allé en Espagne et il avait dit, c'était en 2009, 2010 : « C'est formidable, ce que vous réalisez ». Et voilà que maintenant, ce serait la référence la plus négative qui soit. Moi je vous dis, c'est toujours la même peur que la Droite installe à chaque alternance. Et en fait ce n'est pas la peur qu'elle veut donner aux Français, c'est sa propre peur laisser le pouvoir, de laisser la place !

J'assure aux Français que les règles seront respectées, que les lois de la République seront appliquées, que nous maîtriserons la finance, que nous redresserons les comptes publics, et que la Gauche dans son histoire — et ici il y a des premiers ministres qui peuvent en donner témoignage — a toujours été capable de redresser les comptes de la Nation, de faire repartir la croissance, de relever la compétitivité. Je salue l'histoire de la Gauche, et elle nous donne mandat aussi pour bâtir l'avenir.

Là encore, je refuse et les peurs, et les divisions. Il n'y a pas deux France qui se feraient conflit entre elles. Il n'y a pas une confrontation entre deux parties de la Nation. Il n'y aurait pas d'un côté les vrais Français et de l'autre côté les faux ; les vrais travailleurs et de l'autre côté les faux ; les vrais syndicalistes et de l'autre côté les faux ; les salariés, les vrais du privé, et de l'autre côté les faux, du public. Non, il n'y a qu'une France, la France qui va s'exprimer le 6 mai !

De la même manière, je n'accepte pas que les religions soient instrumentalisées dans le débat public. Je ne juge pas les religions. Je n'établis pas de hiérarchie entre elles. Je demande simplement le respect scrupuleux des principes de laïcité pour toutes les religions dans la République. Les mêmes droits, les mêmes devoirs, les libertés de culte, mais le respect de l'espace public et de la dignité humaine, de l'égalité entre les femmes et les hommes, voilà les principes qui nous unissent ! Je ne montre aucune religion du doigt. Je considère simplement que chaque religion peut avoir sa place, peut avoir sa propre organisation, mais dans le cadre des lois de la République. Et je fais attention au langage. Et quand je vois les citoyens rassemblés comme ici, je ne juge pas leur apparence, je ne devine pas leur religion, je ne vois que des citoyens d'appartenance à la République !

Je ne fais pas de politique à travers les religions. Je les laisse tranquilles, parce que je ne voudrais pas que les religions interfèrent dans le débat public. Le candidat sortant a pu dire que j'avais été un candidat appelé par 700 mosquées. Le Conseil du culte musulman a lui-même établi la vérité : aucun appel n'a été lancé. Mais pourquoi répète-t-il à longueur de réunions que je serais toujours un candidat appelé par 700 mosquées ? Quitte à proférer un mensonge, il aurait pu dire par 700 temples ou 700 églises, ou 700 synagogues ! Non, 700 mosquées ! Que voulait-il insinuer ? De la même manière qu'il répète, là encore — peut-être à l'instant où je m'exprime, je ne peux pas l'écouter, vous non plus, ce n'est pas grave, il répète toujours la même chose ! — voilà qu'il dit partout que je serais soutenu par un théologien tout à fait contestable, citoyen suisse qui enseigne à Oxford et qui est contre tous les pouvoirs et notamment ici, qui n'a jamais pris position en faveur de ma candidature — et s'il l'avait fait, j'aurais bien sûr renié ce soutien — et qui dit qu'il n'a pris position pour personne. Et me voilà quasiment investi par lui ! La répétition d'un mensonge n'a jamais fait la vérité. Mais quand on est président de la République encore pour sept jours — sept jours ! -, le premier devoir, c'est de respecter la vérité.

Quant au droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales, qui est une procédure appliquée dans plus de la moitié des pays de l'Union européenne et que le candidat sortant trouvait intellectuellement utile il y a quelques années — mais il a le droit de changer, d'ailleurs changer, c'est sa nature, et changer bientôt ce sera son résultat... Mais le droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales, et sans qu'ils puissent être éligibles à la fonction de maire ou d'adjoint, n'a rien à voir avec je ne sais quelle soumission à telle ou telle religion. Et pourquoi donc ? Mais il a plutôt à voir avec l'intégration et le respect de ceux qui payent des impôts ici qui peuvent, aux élections locales, participer au scrutin. Et ça ne changera rien à l'application stricte de la loi, et notamment de la laïcité. Que l'on n'aille pas nous faire dire que parce qu'il y aurait des résidents étrangers qui voteraient aux élections municipales, la viande halal serait servie à tous les repas dans les cantines ! La viande halal ne sera pas servie dans les cantines, pas davantage demain qu'aujourd'hui ! Que n'aura-t-on entendu dans cette campagne ! Et en même temps, que n'aura-t-on pas subi pendant cinq ans ! La campagne du candidat sortant, finalement, est le reflet de ce qu'il a été comme président.

Les enjeux de l'élection, ce sont d'abord des enjeux économiques et sociaux. Que nous disent nos compatriotes ? La première priorité, c'est l'emploi. La seconde, c'est le pouvoir d'achat, le logement, la santé. Voilà ce qu'ils attendent du changement ! Ils sont attachés à la sécurité, et ils ont raison. C'est un droit fondamental, et ils sont inquiets quand ils voient la montée des violences dans nos quartiers, quand ils voient les agressions aux personnes. Et ils demandent une Police, une Police présente, des forces de la sécurité y compris dans les zones rurales. Ce qui d'ailleurs me conduit à arrêter les suppressions de postes dans la Police, dans la Gendarmerie, et à mettre davantage de moyens dans les quartiers où il y a le plus d'insécurité. Ils veulent une immigration maîtrisée, mais ils ne pensent pas que c'est le sujet de l'élection présidentielle !

Le candidat sortant — j'allais dire je le comprends, je ne l'excuse pas — veut tellement esquiver son bilan qu'il est amené, forcément, à se mettre sur d'autres terrains. Son bilan ne peut pas parler pour lui, alors il n'en parle pas, et notamment sur le chômage. Il avait promis — il en a tant dit — que le chômage devrait être ramené à 5 % de la population active, qu'il serait jugé sur ce résultat. Eh bien c'est venu, ça arrive, ça vient ! Le chômage est à 10 % de la population active, 23 % pour les jeunes, 35 % dans un certain nombre de quartiers, 40 % en Outremer ! Voilà le bilan !

Nous sommes à deux jours du 1er mai, la fête du travail et des travailleurs. Et je viens ici rappeler cette évidence : la valeur travail, c'est une valeur dans la République. La valeur travail, nous y sommes autant, si ce n'est davantage, attachés que d'autres. La valeur travail, c'est la dignité du travail, c'est l'honneur du travail, c'est la considération du travail, c'est la rémunération du travail, c'est la lutte contre la souffrance au travail, c'est l'égalité dans le travail entre les femmes et les hommes. Le travail, c'est le droit au travail pour tous et notamment pour les jeunes. Le travail est, là encore, ce qui rassemble et ce qui ne peut diviser. Et donc, le 1er mai, respect pour les organisations syndicales qui font leur cortège, respect ici et respect dans le monde, de la solidarité entre les travailleurs français et les travailleurs du monde. Reconnaissance que le travail est ce qui nous permet d'avoir à la fois un revenu, une condition, une place dans la société. D'où l'ardente obligation de lutter contre le chômage. Et en même temps, reconnaissance que tout le mouvement humain, que toutes les conquêtes ont été aussi pour offrir aux travailleurs des moments de liberté, de bonheur partagé, de reconnaissance, du loisir, de la culture, du sport. Voilà aussi le mouvement dans lequel nous devons continuer à agir.

L'emploi doit être la première priorité. C'est le sens du contrat de génération que j'ai proposé dans cette campagne, permettant aux seniors de continuer à pouvoir travailler jusqu'au moment de partir à la retraite dans de bonnes conditions et de ne pas être écartés du marché du travail, et aux jeunes d'entrer dans l'entreprise avec un contrat à durée indéterminée. Nous aurons à agir tout de suite avec les emplois d'avenir, les emplois-jeunes, 150 000, et beaucoup déjà dans les quartiers où il y a le plus de chômage. Mais nous ne pouvons pas simplement mettre en place des contrats, appeler à la solidarité, améliorer le fonctionnement du service public de l'emploi. Nous avons aussi à créer de la richesse. D'où la banque publique d'investissement, d'où la réforme bancaire, d'où l'effort de formation, d'insertion. J'entends le candidat sortant nous dire que pour le RSA, il a trouvé une idée : faire travailler sept heures par semaine les

bénéficiaires du RSA. Mais il ne s'agit pas de les faire travailler sept heures, il s'agit de les reconduire vers l'emploi, vers la dignité du travail, vers la réinsertion !

Nous aurons à soutenir les entreprises, les petites, les moyennes, par une réforme de la fiscalité : moins d'impôts pour les petites (15 %), un impôt intermédiaire pour les moyennes (30 %) et davantage pour les grandes ; élargir le crédit impôt recherche vers l'innovation des entreprises ; permettre l'accès au système bancaire ; créer un livret d'épargne industrie ; soutenir le bâtiment, parce que nous avons besoin de construire plus de logements. Et l'Etat mettra gratuitement à la disposition des collectivités locales ses terrains pour qu'il y ait davantage de logements sociaux. Nous améliorerons la compétitivité par un effort de recherche, d'innovation. Et nous n'avons pas besoin d'inventer une augmentation de la TVA pour alléger le coût du travail ! Nous réformerons le mode de financement de la protection sociale en appelant davantage sur le capital, et aussi sur ce qui pollue et émet du CO2. Voilà ce que nous ferons pour que les entreprises payent moins sur le travail et payent davantage sur les autres facteurs de production ! Nous créerons un contrat de relocalisation des activités pour que les entreprises qui viennent investir en France ou réinvestir en France puissent être soutenues. Nous organiserons la transition écologique, les nouvelles énergies, les économies d'énergie, et nous lancerons un plan pour l'isolation d'un million de logements par an. Nous poserons des règles pour la concurrence, la règle de réciprocité pour les marchés publics, et d'une manière générale pour qu'une politique commerciale européenne soit définie, sans avoir besoin de menacer. Vous connaissez son tempérament... Il n'a pas bougé pendant cinq ans, et maintenant il veut quitter la table de la négociation, qu'il propose à tout sujet ! Il aurait mieux fait de mieux négocier le traité budgétaire — nous allons le faire !

Et j'y arrive, parce que c'est aussi l'enjeu du scrutin : si nous voulons de l'emploi, de la croissance, nous avons à prendre nos responsabilités ici, mais nous avons aussi à changer l'orientation de l'Europe. Les choses commencent à bouger, je vous l'ai dit, à mesure que cette campagne suit son rythme, à mesure que les résultats que nous faisons s'améliorent. Alors, puisque déjà on nous entend... Le Président de la Banque centrale européenne — je ne veux pas l'utiliser, le récupérer, il prendrait peur... Je vois des chefs de gouvernement qui, s'inquiétant de cette austérité qui les empêche de réduire leurs dettes et de maîtriser leurs finances, commencent à regarder vers nos propositions. J'ai même compris que le Président du Conseil européen, Monsieur Von Rompuy, un homme estimable, avait déjà anticipé la réunion du Conseil européen. Tiens, c'était prévu au mois de juin, ça viendrait plus tôt... Je vous le dis, on nous attend, on nous attend !

Le mot croissance, qui avait disparu des communiqués officiels, maintenant est assumé. On me dit même qu'il y aurait déjà des textes qui circuleraient entre les différentes chancelleries et les gouvernements pour prendre un certain nombre d'initiatives en matière de croissance. Tant mieux ! Et donc, j'ai moi-même pris l'engagement, au lendemain de l'élection présidentielle, d'adresser un mémorandum à tous les gouvernements européens, de façon à ce qu'il puisse y avoir déjà des mesures qui soient prises pour la croissance et la renégociation qui puisse s'engager, avec la création des euro-bounds, avec la taxe sur les transactions financières, avec la Banque européenne de l'investissement qui pourra soutenir les PME et les grands travaux, avec la mobilisation

des fonds structurels, avec un dialogue avec la Banque centrale européenne qui, plutôt que de prêter aux banques pour qu'elles ne prêtent pas aux Etats, pourrait quand même prêter directement aux Etats pour lutter contre la spéculation !

Oui, nous avons un enjeu qui est d'abord économique, social, culturel aussi. D'où ma priorité à l'éducation, si maltraitée depuis tant d'années, depuis cinq ans affaiblie, amoindrie, abaissée. Eh bien, qu'il soit clair ici que l'école de la République sera la priorité budgétaire dans le prochain quinquennat. Il m'est dit à chaque instant : « Mais où va-t-il aller chercher ces 60 000 postes sur cinq ans, comment va-t-il faire pour financer ces créations de postes de fonctionnaires ? ». J'ai fait les comptes : 500 millions d'euros chaque année, 2,5 milliards à la fin du quinquennat, c'est-à-dire l'équivalent de l'allègement de l'impôt sur la fortune qui a été consenti et qui, je le rappelle, s'ajoute au bouclier fiscal en 2012 et 2013 ! Qu'est-ce que nous voulons, protéger les plus fortunés ou protéger les enfants de la République ? J'ai choisi ! Et les Français vont choisir aussi cette priorité !

Il y aura tant d'inégalités à combattre – inégalité dans l'accès à la santé, parce qu'il y a eu des dépassements d'honoraires qui n'auraient jamais dû être autorisés, parce qu'il y a eu des remboursements qui ont été remis en cause, parce que l'hôpital public n'a plus été considéré comme un service public mais comme une entreprise – oui, nous aurons à agir pour permettre sur chaque point du territoire à chacune et à chacun de pouvoir accéder aux soins dans les mêmes conditions, de lutter contre les déserts médicaux, d'assurer la couverture des dépenses d'assurance maladie pour le plus grand nombre. Oui, nous aurons à lutter contre les inégalités aussi en matière de logement. D'où ma proposition – j'ai compris qu'il l'avait reprise, mais tant mieux ! – d'encadrement des loyers dans les zones sous tension, de création davantage de logements sociaux, de doublement de plafond du Livret A. Oui, nous aurons à lutter contre les inégalités dans tout domaine, et notamment le domaine fiscal, où il y a eu tant d'injustices, où on a donné aux plus fortunés des avantages, où c'est l'Etat qui a fait des chèques du Trésor public aux plus grandes fortunes et aux plus hauts revenus. Eh bien ce sera l'inverse, maintenant : ce seront les plus hautes fortunes et les plus hauts revenus qui feront des chèques au Trésor public ! Nous aurons aussi à soutenir le pouvoir d'achat des Français, et je l'ai dit notamment pour les biens de première nécessité, les biens publics – l'eau, l'électricité, le gaz –, où nous aurons un forfait de base et puis, ensuite, une progressivité des tarifs.

Nous aurons tant à faire ensemble ! Tant à faire pendant cinq ans ! Tant à faire pour redresser, pour donner de la justice et espérance à notre pays.

Mais, mes chers amis, être chef de l'Etat suppose d'avoir une conception de l'Etat. La mienne, c'est l'exemplarité. Je veux rendre l'Etat aux citoyens. Pendant cinq ans, le chef de l'Etat a été tellement présent et l'Etat tellement absent. Cela doit changer. Et cela changera !

Je veux un Etat protecteur, qui n'oublie personne, qui n'abandonne aucun de ses enfants, qui fasse en sorte que chacune et chacun se sente pleinement dans la République.

Je veux un Etat respectueux qui s'impose à lui-même ses propres limites, qui n'utilise pas la police ou le renseignement à des fins partisans, qui garantisse l'indépendance de la justice.

Je veux un Etat impartial. Je ne veux pas remplacer un « Etat UMP » par un « Etat PS ». L'Etat, c'est le bien de tous ! Le seul bien de ceux qui n'en ont pas.

Je veux un Etat républicain, capable de faire confiance au pouvoir autre que le sien, qui lance un nouvel acte de décentralisation, qui respecte les partenaires sociaux, les syndicats, les organisations professionnelles, qui respecte les citoyens, qui lance de grands débats sur l'énergie – ce sera le premier.

Je veux un Etat stratège, garant de notre avenir, capable de fixer notre horizon, de choisir des grandes filières d'avenir, de porter l'effort de la recherche, de donner une perspective à notre pays, des références. C'est le rôle de l'Etat. C'est le rôle du chef de l'Etat. Et pour cela, le chef de l'Etat ne doit pas être le chef de tout et, en plus, responsable de rien. Le chef de l'Etat doit mobiliser, entraîner, rassembler, réunir !

Voilà, mes chers amis, ce que j'étais venu vous dire à Bercy cet après-midi. Je n'ai pas envie de vous quitter, parce que nous sommes bien ensemble et que nous avons tant de joies à partager, tant d'objectifs à réunir, tant de conditions à poser ensemble pour que nous puissions donner une grande victoire à notre pays. La campagne que j'ai voulu mener depuis des mois doit ressembler à la prochaine présidence. Il n'y a pas de différence entre une campagne et un mandat. Ma campagne a été volontaire. Elle a été digne. Elle a été fraternelle. Elle a été rassembleuse. Je veux que le prochain président de la République soit volontaire, soit digne, soit fraternel, soit rassembleur.

Depuis dix ans, j'attends le changement. Je lutte pour le changement. Depuis cinq ans, je considère que le changement est devenu un impératif. Depuis des semaines, je vois le changement venir, arriver. Je le sens possible, à la portée de notre main ! La main de chacun, la main qui va le 6 mai prendre le bulletin du changement ! Le mettre dans l'urne, en faisant cet acte fort, démocratique, qui permet à un pays de se redresser.

Je veux en terminer avec l'arrogance, avec les privilèges, avec la brutalité, avec les injustices. Je suis conscient de ce qui travaille, hélas, notre pays, face à une mondialisation sans règles, à une Europe sans volonté, à une France sans repères. Oui, dans ce contexte-là, il y a des risques, il y a des dangers, il y a des menaces. Mais c'est à nous, mais c'est à moi, c'est ma responsabilité maintenant qu'il convient de conjurer les périls qui existent, car il y en a. Oui, il ne s'agit pas simplement de battre la Droite – ce serait trop simple. Il s'agit aussi de donner à la France confiance en elle-même. Et l'enjeu, en France et en Europe, c'est de lutter contre l'extrémisme, contre ce qui en est la cause et ce qui le produit.

Voilà, mes chers amis, le changement que je vous propose. C'est un changement de président, sûrement, de politique, de projet. Ce n'est pas simplement un ensemble de mesures. Ce sont aussi des exigences que nous portons ensemble.

Nous croyons tous ici à un autre ordre, plus juste, plus digne, plus humain pour notre pays.

Nous croyons à la République une et indivisible, capable de reconnaître et d'accueillir tous ses enfants dans leur diversité.

Nous croyons à la France réconciliée avec elle-même, avec son histoire, avec sa promesse, avec son avenir.

Nous croyons à la justice, à l'égalité, à un pays – le nôtre – où les destins ne seraient pas irrémédiablement figés, fixés, écrits dès le jour de la naissance.

Nous croyons à une France du travail, de l'innovation, du mérite, de l'investissement.

Nous croyons à une France qui donne à la jeunesse toutes ses chances, toutes ses conditions de réussite.

Nous croyons au changement, à ce changement qui s'annonce, à ce changement qui ne doit en aucune manière être blessant pour quiconque. Parce que ce que nous avons à faire, ce n'est pas gagner pour nous, c'est gagner pour le redressement, pour la justice, pour la jeunesse, pour l'espérance ! Ce que nous avons à faire de plus beau dans cette campagne, ce n'est pas simplement d'écarter. C'est de choisir, c'est de décider. Quand la Gauche est capable de se hisser à la hauteur de la France, alors elle est appelée par nos concitoyens à agir en son nom. Nous sommes la Gauche, mais aujourd'hui je suis la Gauche qui doit rencontrer la France tout entière.

Et la victoire que j'attends, que j'espère, qui est là, qui dans une semaine sera prononcée, je veux qu'elle soit un bonheur pour chacun. Je veux que vous ayez tous ici et au-delà de vous la même émotion, la même fierté, que cela reste dans votre mémoire comme un grand souvenir. Non pas comme un moment exceptionnel, il y en aura d'autres, mais comme le temps pour une génération de prendre ses responsabilités. Je veux que les plus anciens se disent qu'ils n'auront pas vécu simplement 1981 ou, pour d'autres, 1997. Non, je veux que la génération nouvelle se dise que 2012 a été une date historique pour la République !

Je veux que nous méritions la victoire, que nous soyons exemplaires, que nous puissions être tellement différents de celui qui nous fait face. Je veux que les Français reprennent la longue marche du progrès, le beau moment de la République. Je veux qu'ils aient, même s'ils n'auront pas tous voté pour nous, la belle idée que la France a choisi de livrer son destin dans de bonnes conditions, sans avoir été trompés, sans avoir été instrumentalisés, sans avoir été, en définitive, baladés. Je veux que la France se dise ce 6 mai, lorsqu'elle fera le choix de son destin, que personne ne restera de côté et que ce que je veux faire en votre nom c'est de réconcilier la France, de la rassembler, de la réunir.

Je veux que la fête, si fête il y a le 6 mai, soit la fête de toute la République ! Non pas d'un camp contre un autre, d'un parti contre un autre, non, d'une France réunie, parce

que ce sera notre victoire, parce que ce sera la victoire de la République, parce que ce sera la victoire de la France !

Merci d'être à ce rendez-vous. Merci de croire en ce que nous représentons. Merci d'être dignes, dans ce combat, des valeurs que vous portez. Merci parce que sans vous, sans vous, il n'y a pas de victoire possible. Et je veux demain être votre président, ici, partout, et que l'on me regarde comme celui qui a permis le changement, l'espérance et le rassemblement de tous les républicains.

Merci à tous ! A la victoire ! Au 6 mai ! A demain !